

Je suis capable d'accepter une critique constructive. Je peux comprendre que quelqu'un dise que nous aurions dû prendre plus de temps. Je sais qu'il est parfois très difficile pour un gouvernement, au Canada, de prendre tout le temps voulu pour mettre en œuvre les mesures nécessaires. Il nous est arrivé de discuter de problèmes très graves qui nous obligeaient à adopter rapidement une solution pour aider des agriculteurs ou d'autres catégories de citoyens en détresse. Certaines résolutions ont été appuyées par tous les partis parce que tout le monde reconnaissait que ces mesures étaient indispensables. Ce qui se passe actuellement est très différent de ce que nous avons connu auparavant. Je ne peux pas continuer indéfiniment à condamner le passé. Si nous poursuivons dans cette voie, nous ne serons pas de bons législateurs. Nous devons avoir une vision pour l'avenir et faire de notre mieux dans l'intérêt des Canadiens.

● (1640)

C'est probablement la tentative la plus méprisable de l'opposition à laquelle nous ayons assisté récemment. Les députés de l'opposition ont tenté d'effrayer les autochtones du Canada. Après avoir fait quelques déclarations à la Chambre, ils se sont précipités à l'extérieur pour raconter que le gouvernement faisait des choses effroyables. Ils ont agi ainsi pour faire parler d'eux le plus possible. Je ne pense pas qu'ils aient lieu d'en être fiers.

Au cours du débat d'aujourd'hui, quelqu'un a affirmé que le gouvernement avait un programme secret et qu'on avait découvert un document. Les députés de l'opposition savent que ce n'est pas un document officiel, mais ils l'ont agité devant le microphone pour essayer de se donner de l'importance. Il viendra un moment où ils comprendront l'absurdité de leurs gestes. Ils comprendront qu'ils n'aident personne.

Nous avons entendu des orateurs parler de gouvernement autonome pour les autochtones. Les opinions ne manquent pas sur ce qu'il devrait être. Le gouvernement finira par l'accorder aux autochtones sans pour autant détruire leur culture. Je suis persuadé que c'est là ce qu'il faut faire. Toutefois, nous ne pouvons pas ne pas tenir compte d'un élément important. Nous devons inviter les autochtones à venir nous dire comment nous pouvons les aider au mieux à réaliser leur autonomie à l'intérieur de l'État canadien et dans l'intérêt de tous les Canadiens. Le processus de consultation doit se poursuivre. Il incombe au gouvernement et à l'opposition d'entendre les autochtones sur la façon dont nous pouvons le mieux les aider à retrouver leur fierté d'antan. Nous devons leur redonner le goût de vivre, surtout dans les régions où il n'y a pratiquement que les dollars du gouvernement fédéral pour les faire subsister au jour le jour. Le défi pour le gouvernement et l'opposition, c'est d'accomplir cela au lieu de se dépenser en querelles politiques. Travaillons en fonction de l'avenir, monsieur le Président.

Un gouvernement autonome ne sera pas nécessairement le gage d'un développement économique, et une assise économique plus solide n'assurera pas nécessairement l'autonomie, mais je crois que les efforts que déploie le gouvernement pour stimuler ces éléments interdépendants porteront fruit. De tels efforts donneront plus de recul aux collectivités pour décider d'exploiter telle ressource plutôt que telle autre et d'investir ici plutôt que là.

L'essentiel dans tout cela, c'est l'instruction. Très peu d'entre nous auraient pu réussir en affaires ou en politique sans

Les subsides

instruction, sans la connaissance du pays et sans jugement. Le gouvernement doit commencer par là: donner à ceux qui en manquent l'instruction dont ils ont besoin. Je ne parle pas nécessairement de notre système d'éducation par rapport aux coutumes autochtones, mais il reste que cela est essentiel pour l'avenir de leur croissance et de leur culture. Voilà un point important, monsieur le Président. Pour aider ceux qui sont moins fortunés, notre pays doit être économiquement prospère. Voilà pourquoi la relance économique est une condition essentielle.

Un député du parti libéral a dit que le ministère des Affaires indiennes avait créé plus de problèmes qu'il n'en avait réglés. C'est une affirmation qui se défend. Ayant eu l'occasion de parler à de nombreux chefs autochtones, j'ai appris que la mauvaise gestion de leurs bandes leur avait fait perdre beaucoup d'argent. C'est hélas, une réalité que le gouvernement doit examiner. On imagine difficilement qu'un ministère ait pu croître aussi rapidement sans être comptable envers ceux qu'il devait aider. Il appartient à tous les députés de veiller à ce que l'argent destiné au développement et à la culture autochtones serve vraiment à ces fins et ne se perde pas en cours de route. C'est ce à quoi je vais m'occuper, y compris mon gouvernement et l'opposition également.

M. Caldwell: Monsieur le Président, je voudrais profiter de l'occasion pour féliciter le député de son exposé. Il nous a donné une très bonne idée des problèmes auxquels font face les autochtones. Je sais qu'il parlait avec sincérité. Sa circonscription comprend plusieurs bandes indiennes.

Le député estime-t-il que des torts irréparables ont été causés par la fuite de ce document? Combien de temps faudra-t-il pour faire disparaître les divisions que cela a causées parmi les autochtones?

M. Holtmann: Monsieur le Président, nous le saurons dans les semaines et les mois à venir. Je crois que ce sont les autochtones les plus pauvres qui redouteront ces accusations. Que ce soit par le bien-être social ou d'autres types d'aide, leur seule ressource financière est le gouvernement fédéral. Comme vous le savez bien, de nombreux autochtones n'ont pas reçu l'éducation nécessaire pour accéder à de meilleurs emplois, à l'intérieur ou à l'extérieur de leur collectivité. Si on leur dit qu'on va leur couper les vivres, nous aurons d'autant plus de difficultés à les aider à trouver de meilleurs débouchés.

● (1650)

Oui, je pense que nous devons être attentifs à leurs besoins tout en veillant au type de dialogue que nous devons entretenir avec eux. Il nous faut être prudents. Il y va de la vie d'êtres humains. Je ne voudrais pas que ces gens-là, les plus nécessiteux, qui comptent uniquement sur l'aide financière du gouvernement pour subsister et répondre à leurs besoins essentiels parce qu'ils n'ont aucune occasion de travailler, soient victimes d'une pauvreté encore pire. S'il n'y a pas d'emplois, ils seront bouleversés d'apprendre qu'on leur coupe une aide essentielle. Tel n'est pas l'objectif du gouvernement et cela ne devrait jamais l'être non plus. Nous avons bien des difficultés économiques mais nous ne sommes pas encore réduits à la portion congrue: il ne faudrait quand même pas enlever l'essentiel à ces gens-là.